

CONSULTATION DE LA COMMISSION SUR LE DOCUMENT SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION

REPONSE DE FEBECOOP

FEBECOOP, Fédération belge des Coopératives et de l'Economie sociale, regroupe dans toute la Belgique environ 150 entreprises et associations de l'économie sociale et coopérative de taille variable et actives dans des secteurs aussi variés que l'informatique, l'alimentation, le service aux personnes, le conseil aux entreprises, l'assurance ou encore la pharmacie... Son objectif : promouvoir la spécificité de l'entreprise coopérative et des autres formes d'entreprises participatives en référence aux valeurs de solidarité, de démocratie économique et de rencontre de l'intérêt général sur lesquelles se fonde l'économie sociale.

FEBECOOP a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt de la communication de la Commission sur les aides d'Etat à l'innovation et soutient l'initiative de mener une consultation ouverte sur ce document.

Dans ce cadre, FEBECOOP souhaite faire-part des remarques suivantes:

Remarques d'ordre général:

Febecoop regrette que l'innovation, telle qu'elle figure dans ce document soit principalement orientée sous l'angle des technologies de l'information ou de la communication (TIC) et des méthodes de production. Ceci ne permet pas à des initiatives relevant par exemple de nouveaux modes organisationnels ou qui investissent dans le capital humain de bénéficier de ces aides, alors qu'elles contribuent à une meilleure compétitivité et cohésion sociale. Il est rappelé qu'en Belgique certaines initiatives coopératives menées dans le cadre de l'insertion par l'économie avaient été attaquées au nom de droit de la concurrence communautaire sur les aides d'Etat

Febecoop est dès lors d'avis qu'il serait utile lors d'une réflexion ultérieure sur les aides d'Etat à l'innovation que les processus ne relevant pas directement des facteurs technologiques soient pris en compte.

Parmi les principes régissant le contrôle des aides d'Etat à l'innovation Febecoop s'interroge sur la façon dont il est possible d'évaluer "la défaillance bien définie du marché."

Observations particulières

S'agissant du présent document, c'est à juste titre que la Commission accorde une attention privilégiée aux PME dans le cadre des aides d'Etat et Febecoop soutient la proposition que les aides d'Etat aux PME fassent l'objet de règles de procédure plus souple et notamment de ne pas devoir être notifiées ou selon des règles simplifiées. Les PME doivent être prioritaires.

Febecoop estime souhaitable de ne pas limiter les aides aux phases de démarrage et de développement, mais également intégrer les besoins technologiques en cas de transmission ou restructuration de PME.

Sachant que les PME n'utilisent pas toujours les aides auxquelles elles peuvent prétendre, il convient d'inciter et soutenir toute la dimension information vis à vis de ces entreprises en matière d'aide d'Etat à l'innovation.

S'agissant des aides d'Etat pour les grandes entreprises, Febecoop est favorable au maintien d'un examen au cas par cas et non de la mise en place de règle "ex ante" Febecoop estime qu'effectivement, comme cela est suggéré dans certains domaines seules les PME devaient pouvoir bénéficier des aides (ex formation-mobilité).

Enfin, Febecoop estime qu'il convient d'être particulièrement vigilant aux aides accordées pour la mise en place des "pôles d'excellence" de façon à ce que sur le territoire de l'Union européenne il y ait un équilibre à la fois en terme géographique mais aussi de filières de développement (secteurs).
